



C.I.R.E.D.  
CENTRE  
INTERNATIONAL  
DE RECHERCHE  
SUR L'ENVIRONNEMENT  
ET LE DÉVELOPPEMENT



# La taxe carbone et l'expérience des politiques climatiques en France Quelques leçons

**Franck Lecocq, Emmanuel Combet, Jean-Charles Hourcade**  
**CIREC**

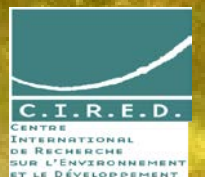
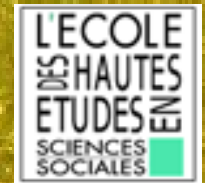
Collège de France  
Chaire Développement Durable – Environnement, énergie et société  
Paris, 20 novembre 2015

Centre International de Recherche sur  
l'Environnement et le Développement

Campus du Jardin Tropical, Paris

Créé en 1972 par le Pr. Ignacy Sachs  
pour étudier les conditions d'articulation  
entre environnement et développement

4 auteurs principaux du GIEC, 105  
publications différentes référencées



# Message principal

---

- A un niveau suffisant pour être incitative, une taxe carbone a un impact significatif
- Les agents économiques débattent de la structure de la taxe, et en particulier l'utilisation de son produit, sur la base d'objectifs très différents
- Il existe des voies de compromis, si la taxe est pilotée finement et inscrite dans une réforme sociale d'ensemble
- A défaut, la taxe a peu de chance d'être acceptable et mise en œuvre



**C.I.R.E.D.**

CENTRE  
INTERNATIONAL  
DE RECHERCHE  
SUR L'ENVIRONNEMENT  
ET LE DÉVELOPPEMENT

# QUELQUES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE DE TAXE CARBONE

# La taxe carbone en France

---

- La loi de Finance 2014 introduit une composante carbone dans les taxes intérieures sur la consommation (TIC)
  - TICPE : produits pétroliers
  - TICGN : gaz naturel
  - TICC : charbon
- Pas de composante carbone pour la TIC des installations soumises à ETS et intensives en énergies
- Exemption de TICPE :
  - Transport routier, taxi, exploitant agricole, transport aérien, pêche, navigation maritime
- Exemption de TIC supprimée pour les particuliers

# Un niveau de taxe initial faible ... mais en progression ?

		2014	2015	2016	...	2020	...	2030
Quinet (2008)	Taux (€/tCO <sub>2</sub> )	57	60	63				100
<b>LF-2014 et Loi Transition énergétique</b>	Taux (€/tCO <sub>2</sub> )	7	14,5	22	...	56	...	112
	<i>Rendement (Mds)</i>	<i>0,34</i>	<i>2,5</i>	<i>4</i>				

- 2014 : Baisse de la composante non carbone des TIC pour compenser l'introduction de la composante carbone
- 2015 : Baisse des prix du pétrole
- 2016 & au-delà : Hausse rapide prévue ... Mais vote chaque année dans la Loi de Finance

**Un signal prix élevé verra-t-il le jour ?**

# Retour sur les tentatives avortées de taxe carbone

---

- 1990 : Rapport du groupe interministérielle de l'effet de Serre (Y. Martin)
- 1999 : Projet du gouvernement Jospin
  - Extension de l'assiette de la TGAP aux combustibles fossiles pour financer les 35h, censurée par le Conseil Constitutionnel puis abandonnée
- 2009 : Projet du gouvernement Fillon
  - Création d'une « contribution climat énergie » censurée par le Conseil Constitutionnel puis abandonnée

# La contribution climat énergie de 2009 : du consensus apparent ...

---

- 2006 : pacte écologique de N. Hulot
- Sep. - Dec. 2007 : Grenelle de l'Environnement
- Février 2009 : projet lancé par N. Sarkozy, avec un apparent consensus
- Juil. 2009 : préparation précautionneuse (Conférence Rocard)
- Juil. 2009 : dérive de la communication publique
- Sep. 2009 : 2/3 des français contre
- Jan. 2010 : invalidation par le Conseil Constitutionnel
- Mars 2010 : abandon du projet



## ... au rejet

---

*« Je subordonne la création d'une taxe carbone intérieure à une taxe aux frontières qui protégera notre agriculture et nos industries contre la concurrence déloyale de ceux qui continuent à polluer sans vergogne »*

N. Sarkozy (mars 2010)

*« Soulagée, notamment pour toute l'industrie, qui n'aurait pas supporté un nouveau handicap de compétitivité »*

L. Parisot (Medef)

*« L'abandon de la taxe carbone, qui était injuste et inefficace, est une bonne nouvelle pour les ménages »*

L. Rossignol (PS)

*« Le projet ne sera pas regretté par les écologistes »*

D. Sonzogni (Les Verts)

# Enjeu principal : le choix d'usage des recettes

---

- Une taxe carbone à un niveau incitatif suffisant génère des recettes significatives
  - Estimation Conférence Rocard : 8 – 9 G€
- L'utilisation de ces recettes révèle des tensions entre objectifs concurrents portés par des groupes d'acteurs différents :
  - Compenser le pouvoir d'achat des ménages (**équité**)
  - Baisser d'autres impôts pour l'activité et l'emploi (**compétitivité**)
  - La priorité est de réduire les déficits publics (**réduction des déficits**)

# Choix des autres modalités

---

- Exonérations ou compensations
- « Neutralité budgétaire » ?
- Autres politiques budgétaires et fiscales
- Autres politiques de transition et « d'accompagnement »



**C.I.R.E.D.**

CENTRE  
INTERNATIONAL  
DE RECHERCHE  
SUR L'ENVIRONNEMENT  
ET LE DÉVELOPPEMENT

# **GÉRER LES TENSIONS ENTRE OBJECTIFS CONTRADICTOIRES L'APPORT DE LA MODÉLISATION**

# De multiples registres d'argumentation

---

		Consommateurs	Syndicats	Patronat	Ministères
Dépendance aux énergies fossiles	Ménages	Majeur	Mineur	Mineur	Mineur
	Entreprises		Mineur	Majeur	Mineur
Conséquences redistributives	Energie	Majeur	Mineur	Mineur	Mineur
	Revenus, emplois	Mineur	Majeur		
	Prélèvements	Mineur	Majeur	Majeur	
Conséquences induites sur	Finances publiques		Mineur	Mineur	Majeur
	Compétitivité		Mineur	Majeur	Majeur
	Rapport salarial	Mineur	Majeur		

# Un décalage entre effets perçus et effets réels de la taxe, faute d'analyse ...

- Des comportements d'adaptation
  - mix énergétiques / quantités consommées
- Des effets de propagation de la taxe pour l'économie
  - Prix payé <> coût réel de la taxe
- Des modalités d'usage des recettes
  - On ne saurait raisonner à PIB constant
- Des multiples dimensions de la vulnérabilité énergétique
  - revenus, mais aussi localisations, équipements, etc.

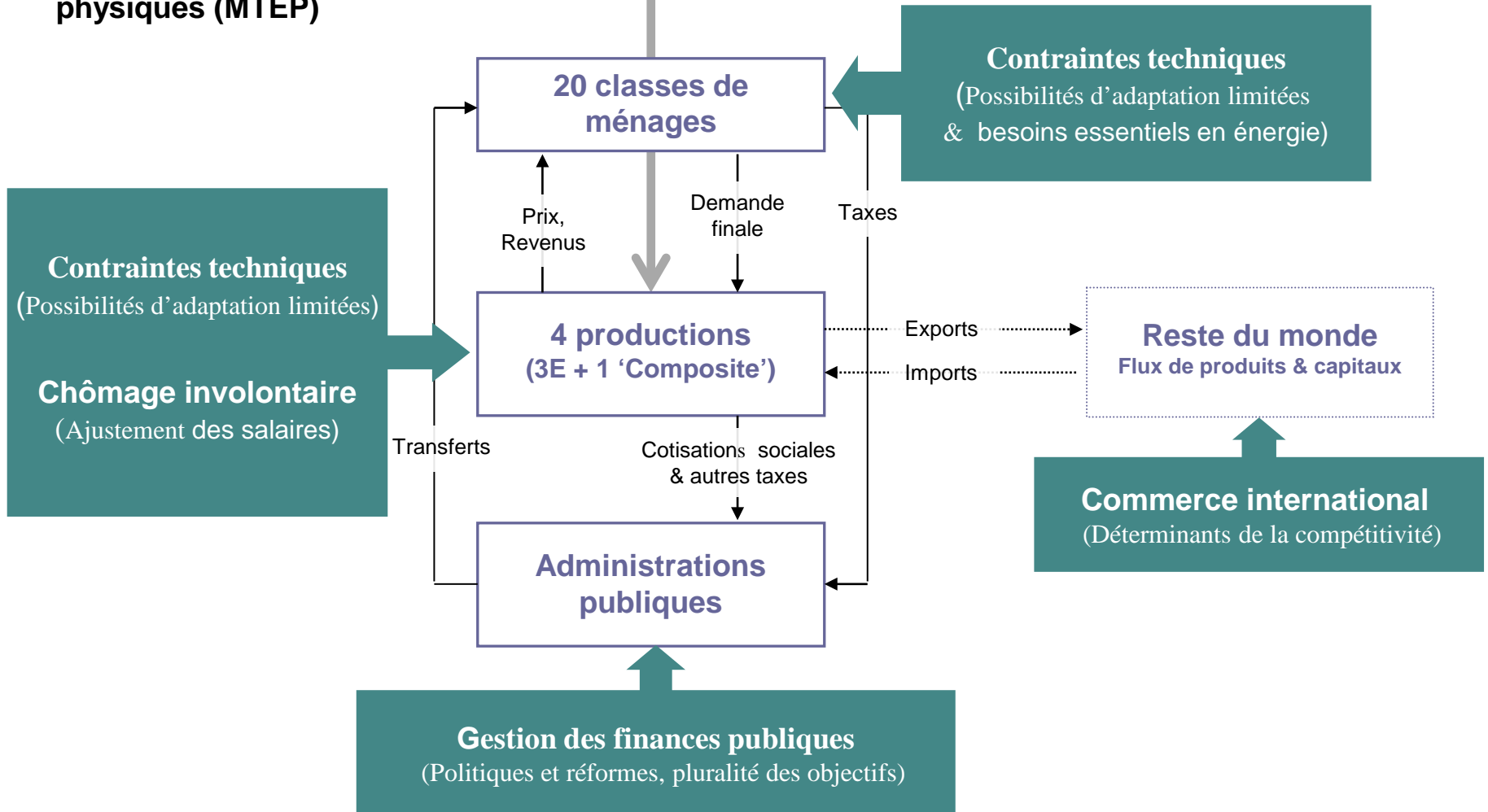
# Cahier des charges

---

- Une approche analytique seule ne suffit pas
  - Sandmo (1975) : en l'absence de transfert forfaitaire, le taux de taxe optimal intègre d'autres objectifs que le coût social de l'externalité (équilibre budgétaire, équité)
  - Des modèles numériques sont nécessaires pour lier ces enjeux
- Une analyse en équilibre général
  - Fournir un tableau des interdépendances économiques entre agents et enjeux
- Une capacité à capturer la pluralité des visions sur le fonctionnement de l'économie
  - Équité et efficacité peuvent être séparés en présence de transferts compensatoires, et si les marchés sont efficaces
  - En pratique, ces conditions ne sont pas réunies : il faut tester la sensibilité des résultats à des hypothèses sur le fonctionnement réel de l'économie

# IMACLIM-S France : Un schéma de l'économie française

Equilibre simultané des flux  
d'énergie en unités monétaires et  
physiques (MTEP)





# Recycler les recettes : leçons de deux cas polaires

300€/tCO <sub>2</sub> (1984-2004) et	Remboursement de la dette	Baisse des cotisations sociales
Emissions	-38,5%	-34,1%
PIB réel	-6,5%	+1,9%
Emploi	-5,7%	+3,5%
Pauvreté	+10,1%	-1,1%
Inégalités	+1,3%	+2,0%
Endettement public	-92,0%	id.

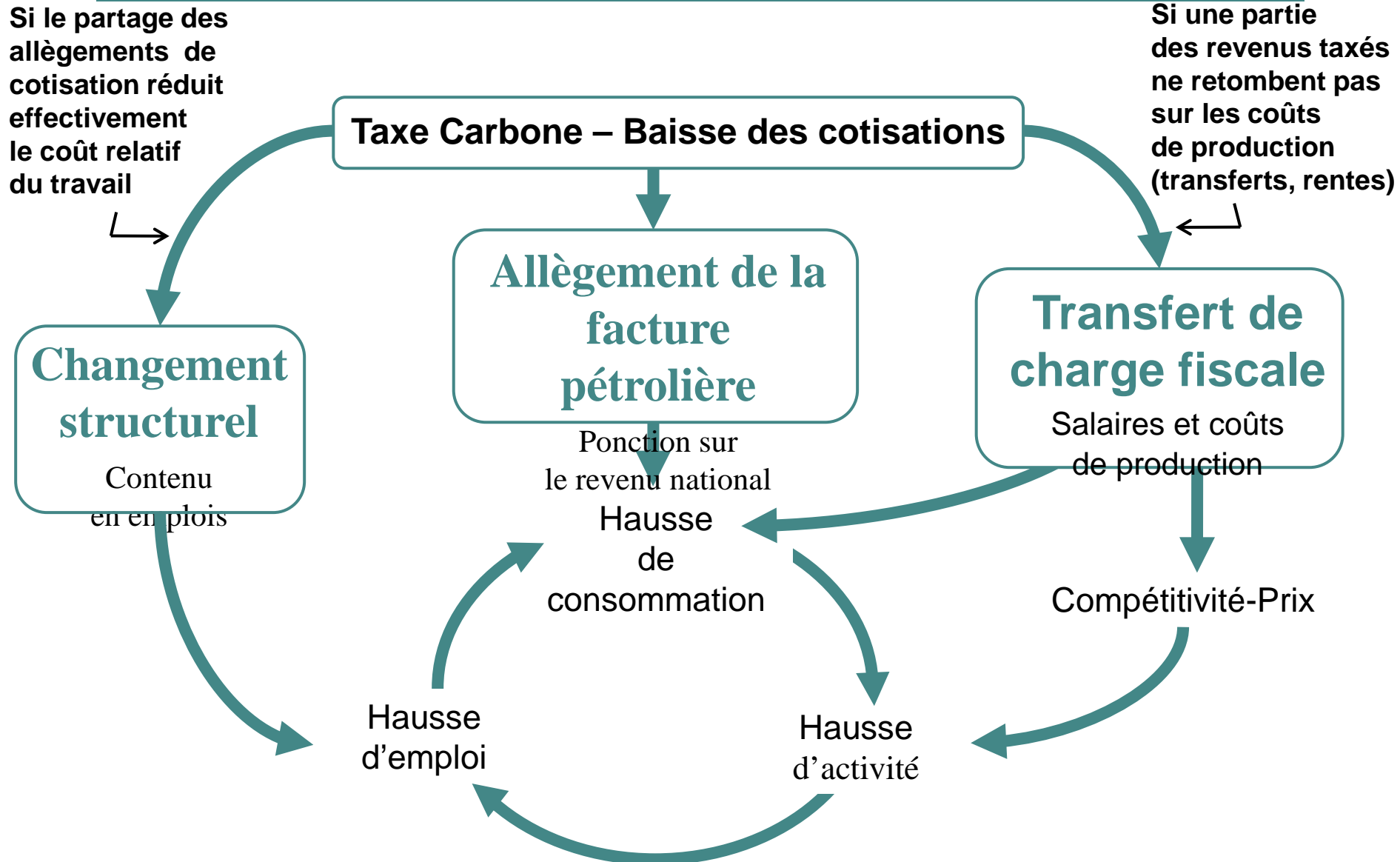
- 'Consensus' : le recyclage limite le coût de l'action
- Controverse : « double-dividende » au sens faible ou fort ?

# Deux paramètres clés : coûts de production et salaires

300€/tCO <sub>2</sub> sur 1984-2004 et	Remboursement de la dette	Baisse des cotisations sociales
Coût de production	<b>-0,6%</b>	<b>-1,0%</b>
Coût de l'énergie	+1,6%	+1,6%
Salaires nets	-1,6%	+1,5%
Cotisations sociales	id.	-3,6%

- Avec les allègements de cotisations sociales :
  - Hausse limitée des coûts de production ('propagation' bloquée)
  - Allègement de la charge fiscale sur la production
  - Hausse des salaires autorisée

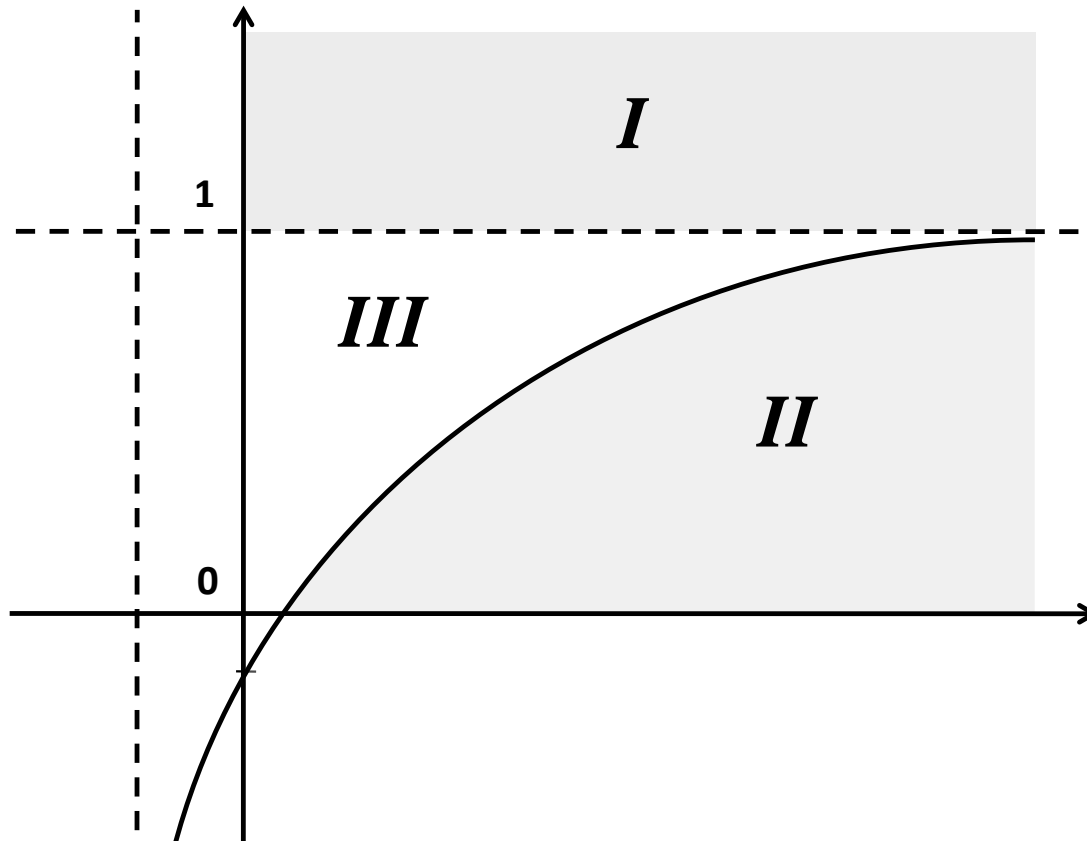
# Un cercle vertueux potentiel pour l'activité et l'emploi



# Les conditions d'un gain net sur l'emploi

Le signe de l'effet net dépend de 2 paramètres controversés

Sensibilité aux prix  
des échanges extérieurs



*I* et *II* : Gains

*III* : Pertes

Sensibilité au  
chômage  
des salaires nets

# Une conjoncture plutôt favorable

---

- Le risque de coûts pour l'activité et l'emploi est limité lorsque :
  - Le chômage est haut
  - Les salaires nets sont bas
  - La consommation d'énergie fossile des ménages est élevée et non négligeable par rapport à celle des systèmes productifs

# Quand les « détails » de la mise en œuvre comptent

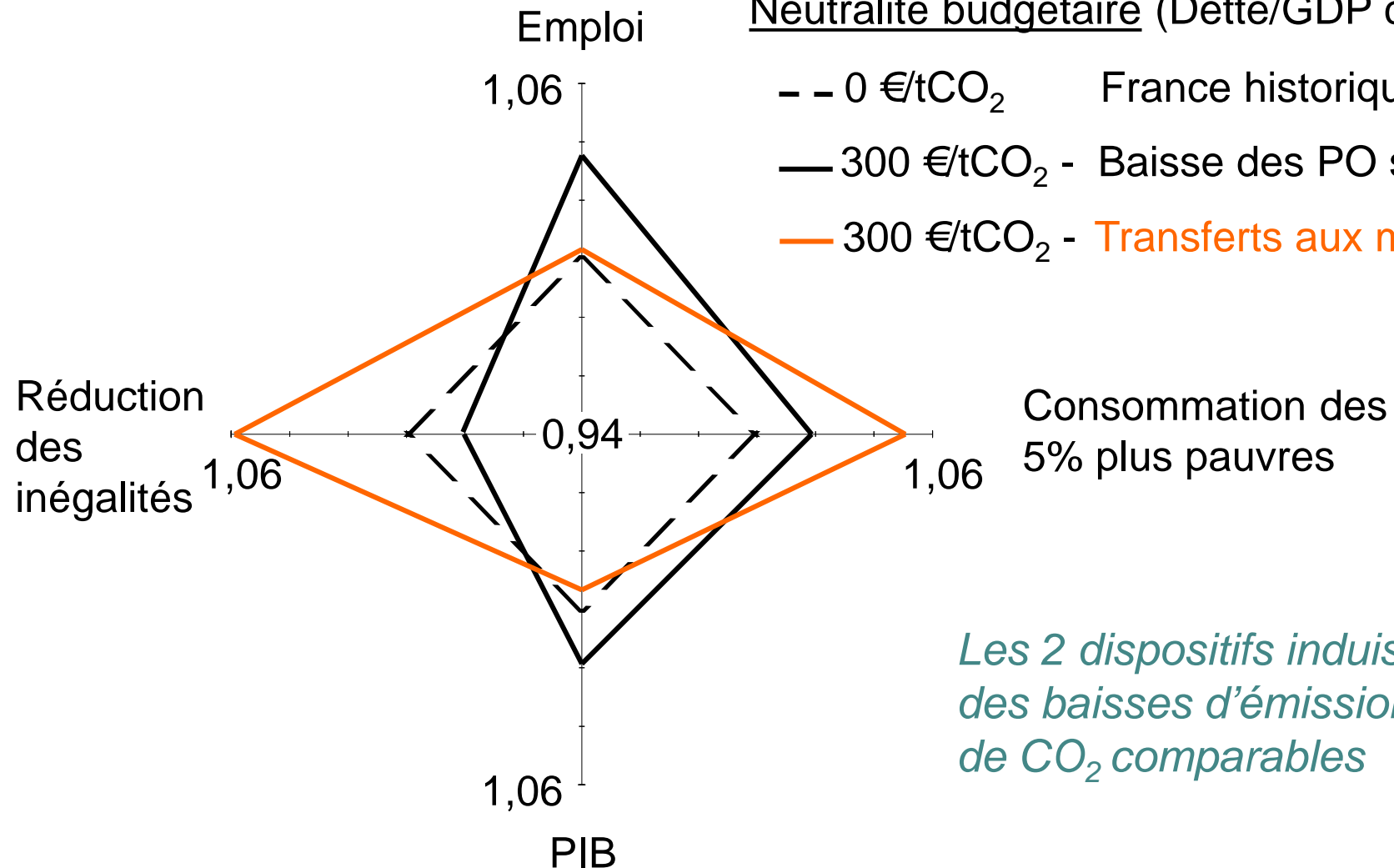
---

- 3 types de ‘variables’ testées → et des conclusions robustes
- Les alternatives de recyclage → ne sont pas supérieures à la baisse des cotisations sociales
    - Baisse de la TVA
    - Transferts forfaitaires aux ménages
  - Les restrictions d’assiette → ne règlent pas les questions de pouvoir d’achat et de compétitivité
    - Divers dispositifs d’exemption
  - Les paramètres de finance publique → engagent un arbitrage entre priorités (dette publique, consommation courante, production et emploi)
    - Diverses options de gestion budgétaire
    - Règles d’évolution des dépenses publiques
    - Règles d’indexation des transferts sociaux

# Un arbitrage entre équité et efficacité

Neutralité budgétaire (Dette/GDP constant)

- - 0 €/tCO<sub>2</sub> France historique (2004)
- 300 €/tCO<sub>2</sub> - Baisse des PO salaires
- 300 €/tCO<sub>2</sub> - **Transferts aux ménages**



*Les 2 dispositifs induisent des baisses d'émissions de CO<sub>2</sub> comparables*

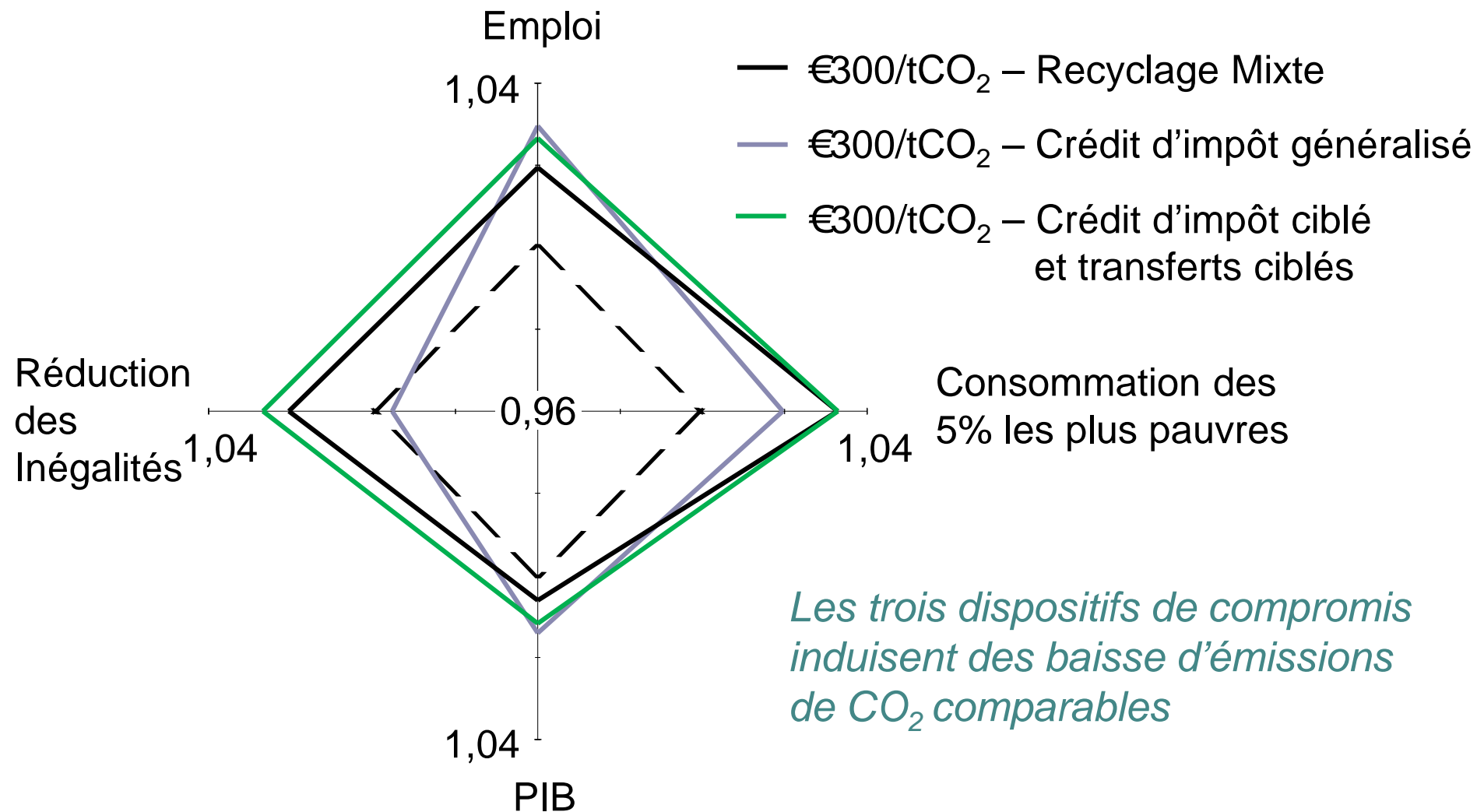
# Trois formules de compromis

---

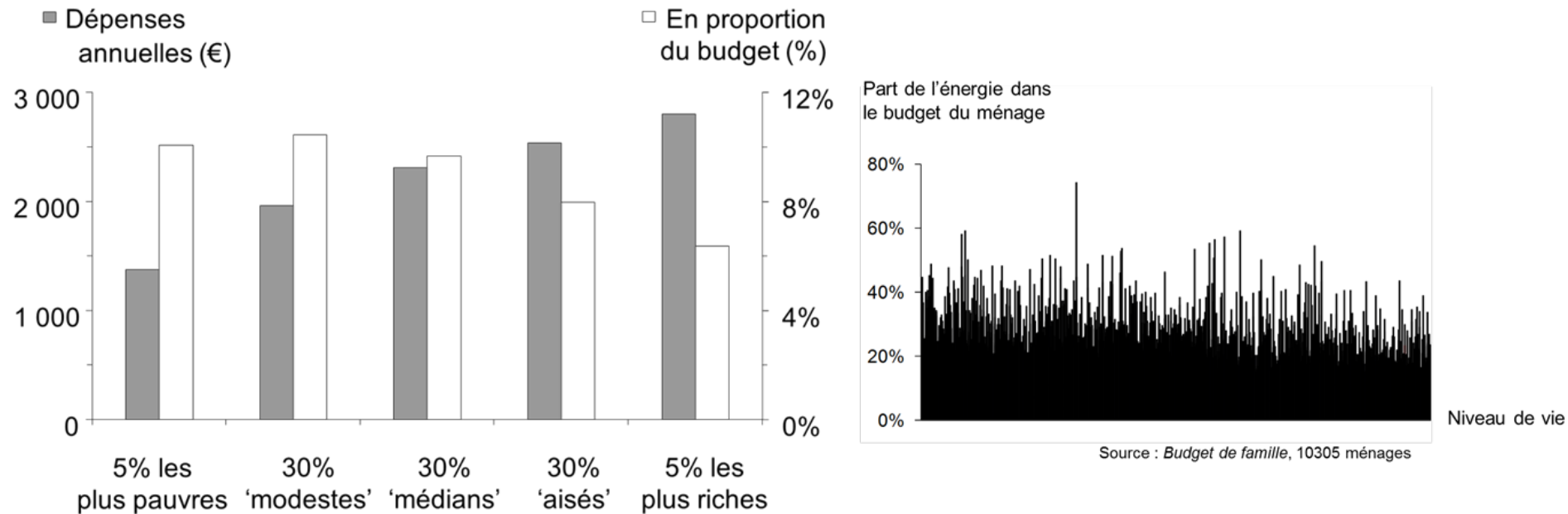
- **Recyclage mixte**
  - Entreprises : ce qu'elles ont acquitté par baisse des cotisations
  - Ménages : ce qu'ils ont acquitté par allocation universelle
- **Crédit d'impôt (CI) généralisé**
  - Transfert forfaitaire couvrant un niveau de 'besoin essentiel' (Trajet domicile-travail + partie de conso E résidentielle)
  - Solde en baisse de CS
- **CI & mesures ciblées**
  - CI restreinte aux 80% des ménages les moins riches (V1-16)
  - Le reste des recettes est recyclé en baisses des CS
  - Le surplus budgétaire finance des mesures d'accompagnement



# Des marges de manœuvre pour les compromis



# La vulnérabilité énergétique se distingue de la pauvreté



- Diversité de facteurs techniques, géographiques et socioéconomiques
- Il est important de cibler les compensations



**C.I.R.E.D.**

CENTRE  
INTERNATIONAL  
DE RECHERCHE  
SUR L'ENVIRONNEMENT  
ET LE DÉVELOPPEMENT

# CONCLUSIONS

# Quelques enseignements généraux

---

- Le choix d'usage des recettes : un enjeu central
- Politiques climatiques et générales interagissent
- Segmentation intellectuelle et politique de ces questions

# Des paramètres à débattre en priorité

---

- Quel compromis dans l'usage des recettes ?
- Quelle définition des « plus vulnérables » ?
- Quel mode d'attribution et d'évolution des aides ciblées ?

# Quel mode de gouvernance ?

---

- Organisation du dialogue social
- Besoin de déconnection des expertises
  - notamment politiques environnementales et négociations sociales et salariales
- Capacité d'évaluation et de suivi dynamique

*La mise en place, avec une perspective pluriannuelle, d'un tel instrument devrait s'accompagner de la mise en place d'une gouvernance appropriée, comparable aux 'Green Tax Commissions' existant à l'étranger, pour institutionnaliser ce besoin de gouvernance, évaluer son impact, et apprécier l'utilisation de cette recette.*

(Commission Rocard, 2008)

# Références

---

- Combet, E. 2013. *Fiscalité carbone et progrès social. Application au cas français*, Thèse de Doctorat. EHESS.
- Combet E., Hourcade, J.-C. 2014. "Taxe carbone, retraites et déficits publics : le coût caché du cloisonnement des expertises", *Revue d'Economie Politique* **124**(3).
- Combet E., Gherzi F., Hourcade J.-C., Thubin C. 2010. "La fiscalité carbone au risque des enjeux d'équité", *Revue française d'économie*, **25**(octobre):59-91.
- El Beze, J. 2014. La réforme de la fiscalité de l'énergie : une extension de la tarification du carbone en France. *Policy Brief CEC*: Paris
- Hourcade, J.-C. 2012. La taxe carbone post mortem, *Projets* **330**(Octobre):23-33.
- Rocard, M. 2009. Rapport de la conférence des experts et de la table ronde sur la contribution climat et énergie. MEDDM et MEIE: Paris.
- Sandmo, A. 1975. Optimal taxation in the presence of externalities. *The Swedish Journal of Economics* **77**:86-98.



**merci**

[www.centre-cired.fr](http://www.centre-cired.fr)